**MAIRIE
DE
SOUPROSSE**

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 13 Février 2017 à 19 H 30**

Convocation du 07 Février 2017

L'an deux mil dix-sept et le treize février à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian DUCOS, Maire.

Présents : M. DUCOS Christian – Mme LAPEYRE Colette – M. JUSTES Christian – Mme DUFAU Sylvie – M. GUEHEL Dominique – Mmes CARRERE Françoise – RASOAMAHARO Marlène – M. DUPOUY Philippe – Mme ROQUES Laurence – M. TAUZIA Philippe – Mme DUBOS Lydie - M. DARRIEUTORT Thierry - Mme DOUSSAN Béatrice– MM. COMET Xavier – LABARTHE Jérôme.

Secrétaire de séance : Mme CARRERE Françoise

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du 19 Décembre 2016

Débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat

Délibérations :

- VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016 COMMUNE DE SOUPROSSE
- EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2016 DU TRESORIER - COMMUNE
- AFFECTATION DES RESULTATS 2016 - COMMUNE
- VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016 LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR
- EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2016 DU TRESORIER – LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR
- VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016 – SERVICE IRRIGATION
- EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2016 DU TRESORIER – SERVICE IRRIGATION
- AFFECTATION DES RESULTATS 2016 – SERVICE IRRIGATION
- REVISION LOYER CABINET MEDICAL DOCTEUR HAUWELLE
- APPROBATION CONVENTION REPARTITION CHARGES EAU, ASSAINISSEMENT, ELECTRICITE ET TEOM AU POLE SANTE
- FACTURATION CHARGES D'ELECTRICITE, EAU ET ASSAINISSEMENT APPARTEMENTS AU-DESSUS DU POLE SANTE – ANNEE 2016
- RENOUVELLEMENT LOCATION A TITRE PRECAIRE ET TEMPORAIRE LOCAL A USAGE PROFESSIONNEL AU POLE SANTE

- APPROBATION CONVENTION OCCUPATION DOMAINE PUBLIC A TITRE PRECAIRE ET TEMPORAIRE POUR L'INSTALLATION D'UN CAMION PIZZA
- CONVENTION CADRE RELATIVE A LA DESIGNATION D'UN TUTEUR POUR ACCOMPAGNER LA FORMATION D'ETUDIANTS EN PARTENARIAT AVEC LE CDG40
- CONVENTION DE SERVITUDE ENEDIS/COMMUNE DE SOUPROSSE LIEU-DIT COMPEYRON
- CESSIION TERRAIN DE MME BRETHES EP.BOUNINE ELIANE A LA COMMUNE DE SOUPROSSE
- REMBOURSEMENT FRAIS D'EXECUTION D'UN MANDAT SPECIAL
- ADOPTION D'UN AGENDA ACCESSIBILITE PROGRAMMEE (AD'AP)
- CREATION PLACE « JEAN-CLAUDE DESPOUYS »
- COURT DE TENNIS « NADETTE LAMBERT »
- CHOIX DU PRESTATAIRE POUR L'ENTRETIEN DES ACCOTEMENTS

Informations diverses

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 19 DECEMBRE 2016
--

Approbation à l'unanimité

Procès-verbal relatif au débat sur les orientations du PADD du PLUi-H de la Communauté de communes du Pays Tarusate

(Débat en conseil municipal)

Monsieur le Maire rappelle la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays Tarusate prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) en date du 18 juin 2015.

Monsieur le Maire rappelle les objectifs du PLUi-H inscrits dans la délibération du 18 juin 2015, à savoir :

Répondre notamment aux objectifs généraux suivants :

- Coordonner les politiques d'aménagement du territoire ;
- Conforter l'identité du Pays Tarusate ;
- Développer l'économie et l'emploi autour des filières de production locales ;
- Organiser un territoire solidaire et durable autour d'une nouvelle donne résidentielle.

Les objectifs du Plan Local d'Urbanisme intercommunal sont les suivants :

- Promouvoir une offre équilibrée et diversifiée de logements, d'équipements, de commerces, services... ;
- Lutter contre l'étalement urbain et préserver les espaces naturels et agricoles ;
- Soutenir l'économie productive locale, en particulier l'industrie, l'agriculture et la sylviculture ;
- Maintenir des services et commerces de proximité ;
- Préserver et valoriser le patrimoine bâti, les paysages et l'identité du territoire ;

- Encourager une urbanisation raisonnée en lien avec les capacités des réseaux publics ;
- Maintenir et valoriser l'identité locale et l'attractivité de chacun des villages ;
- Lutter contre la précarité énergétique et l'habitat insalubre ;
- Développer les énergies renouvelables, le numérique et les nouvelles technologies.

Monsieur le Maire rappelle les enjeux issus de la phase de diagnostic.

Il rappelle la place centrale du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) au sein du Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) ; PLUi-H qui déclinera la politique de développement et d'aménagement, et qui définira les règles d'occupation du sol, au travers de son règlement, de ses documents graphiques, des Orientations d'Aménagement et de Programmation, et du Programme d'Orientations et d'Actions, sur l'ensemble du territoire communautaire.

Monsieur le Maire indique que le PADD repose sur un diagnostic revisité au regard des nouvelles réglementations en vigueur (Grenelle de l'Environnement, Loi ALUR, etc...).

La prochaine étape de l'élaboration du PLUi-H consistera en la traduction de ce PADD dans le règlement et ses documents graphiques, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, et le Programme d'Orientations et d'Actions.

Monsieur le Maire détaille ensuite les choix et orientations générales retenus par le PADD. Ils s'organisent de la manière suivante :

- Définition des perspectives de développement (Démographie / Logements)
- Orientations générales d'urbanisme et d'aménagement ;
 - Les principes de protection de l'environnement, des espaces forestiers, agricoles et naturels, et de mise en valeur des paysages ;
 - Les principes de développement et de renouvellement urbains ;
 - Les principes de fonctionnement urbain du territoire et de mobilité
- Carte de Synthèse des orientations du PADD.

Monsieur le Maire précise que le débat relatif au PADD ne se conclut pas par un vote.

A l'occasion de ce débat, plusieurs conseillers municipaux se sont exprimés pour donner leur point de vue sur les orientations générales du PADD et notamment sur les points suivants :

- Dans les bâtiments qui pourraient changer de destination, nous devons être vigilants et ne pas compromettre notre quota constructible.
Nous devons donc faire un véritable effort de recensement pour identifier les bâtiments qui feront vraiment l'objet d'un changement de destination.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et les conclusions du débat, le conseil municipal :

PREND ACTE et ATTESTE

- de la tenue du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi-H, conformément à l'article L. 153-12 du Code de l'Urbanisme.
- que le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi-H, dont le contenu intégral est annexé à la présente, constitue le cadre de développement communal pour la prochaine décennie.

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016 COMMUNE DE SOUPROSSE

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Mme Colette LAPEYRE adjointe au Maire, (Monsieur le Maire ne prend pas part au vote)

Vote le Compte Administratif de l'exercice 2016 - Commune, et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	590 169,41
	Réalisé :	343 537,14
	Reste à réaliser :	215 832,00

Recettes	Prévu :	590 169,41
	Réalisé :	171 124,68
	Reste à réaliser :	154 192,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	1 566 937,41
	Réalisé :	697 395,71
	Reste à réaliser :	0,00

Recettes	Prévu :	1 566 937,41
	Réalisé :	1 664 830,78
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice :

Investissement :	- 172 412,46
Fonctionnement :	967 435,07
Résultat global :	795 022,61

EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2016 DU TRESORIER - COMMUNE
--

Le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le compte de gestion est établi par le Trésorier à la clôture de l'exercice.

Le Maire le vise et certifie que le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme à ses écritures.

Le compte de gestion est ensuite soumis au vote du Conseil Municipal en même temps que le compte administratif.

Vu le rapport,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vote le compte de gestion 2016 du trésorier pour la Commune, après en avoir examiné les opérations qui y sont retracées et les résultats de l'exercice.

AFFECTATION DES RESULTATS 2016 - COMMUNE

Le Conseil Municipal, après avoir approuvé le compte administratif du budget Commune de l'exercice 2016,

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2016

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	312 724,77
- un excédent reporté de :	654 710,30
Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	967 435,07
- un déficit d'investissement de :	172 412,46
- un déficit des restes à réaliser de :	61 640,00
Soit un besoin de financement de :	234 052,46

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2016 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2016 : EXCÉDENT	967 435,07
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	234 052,46
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	733 382,61
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : DÉFICIT	172 412,46

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016 LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Mme Colette LAPEYRE (Monsieur le Maire ne prend pas part au vote),

Vote le Compte Administratif de l'exercice 2016 du budget Lotissement Les Terrasses de l'Adour et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	288 328,00
	Réalisé :	224 442,60
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	288 328,00
	Réalisé :	82 163,38
	Reste à réaliser :	0,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	312 164,00
	Réalisé :	226 231,32
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	312 164,00
	Réalisé :	226 231,32
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice :

Investissement :	- 142 279,22
Fonctionnement :	0,00
Résultat global :	- 142 279,22

EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2016 DU TRESORIER – LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR

Le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le compte de gestion est établi par le Trésorier à la clôture de l'exercice.

Le Maire le vise et certifie que le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme à ses écritures.

Le compte de gestion est ensuite soumis au vote du Conseil Municipal en même temps que le compte administratif.

**Vu le rapport,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

Vote le compte de gestion 2016 du trésorier – Lotissement les Terrasses de l'Adour,
après en avoir examiné les opérations qui y sont retracées et les résultats de l'exercice.

VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2016 – SERVICE IRRIGATION

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Mme LAPEYRE Colette (Monsieur le Maire ne prend pas part au vote)

Vote le Compte Administratif de l'exercice 2016 du service irrigation et arrête ainsi les comptes :

Investissement

Dépenses	Prévu :	95 880,00
	Réalisé :	71 440,31
	Reste à réaliser :	22 550,00
Recettes	Prévu :	95 880,00
	Réalisé :	76 259,10
	Reste à réaliser :	0,00

Fonctionnement

Dépenses	Prévu :	282 509,00
	Réalisé :	256 752,87
	Reste à réaliser :	0,00
Recettes	Prévu :	282 509,00
	Réalisé :	348 684,02
	Reste à réaliser :	0,00

Résultat de clôture de l'exercice :

Investissement :	4 818,79
Fonctionnement :	91 931,15
Résultat global :	96 749,94

EXAMEN ET VOTE DU COMPTE DE GESTION 2016 DU TRESORIER – SERVICE IRRIGATION

Le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le compte de gestion est établi par le Trésorier à la clôture de l'exercice.

Le Maire le vise et certifie que le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme à ses écritures.

Le compte de gestion est ensuite soumis au vote du Conseil Municipal en même temps que le compte administratif.

**Vu le rapport,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

Vote le compte de gestion 2016 du trésorier – service irrigation, après en avoir examiné les opérations qui y sont retracées et les résultats de l'exercice.

AFFECTATION DES RESULTATS 2016 – SERVICE IRRIGATION

Le Conseil Municipal, après avoir approuvé le compte administratif du service irrigation de l'exercice 2016

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2016 du service irrigation,

Constatant que le compte administratif fait apparaître :

- un excédent de fonctionnement de :	42 744,66
- un excédent reporté de :	49 186,49

Soit un excédent de fonctionnement cumulé de :	91 931,15
- un excédent d'investissement de :	4 818,79
- un déficit des restes à réaliser de :	22 550,00
Soit un besoin de financement de :	17 731,21

DÉCIDE d'affecter le résultat d'exploitation de l'exercice 2016 comme suit :

RÉSULTAT D'EXPLOITATION AU 31/12/2016 : EXCÉDENT	91 931,15
AFFECTATION COMPLÉMENTAIRE EN RÉSERVE (1068)	17 731,21
RÉSULTAT REPORTÉ EN FONCTIONNEMENT (002)	74 199,94
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ (001) : EXCEDENT	4 818,79

REVISION LOYER CABINET MEDICAL DOCTEUR HAUWELLE
--

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 Janvier 2013 décidant d'attribuer la location du local communal à usage de cabinet médical situé au n° 50 avenue Hagenthal le Bas - 40250 SOUPROSSE - à Monsieur Marc HAUWELLE, docteur en médecine, à compter du 1^{er} mars 2013,

Conformément au contrat de bail à usage professionnel signé le 21 Février 2013, et notamment l'article 7 – REVISION DU LOYER,

Après exposé de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

DÉCIDE de réviser le loyer du local communal à usage de cabinet médical situé au n° 50 ave Hagenthal le Bas – rez-de-chaussée - à compter du 1^{er} mars 2017,
Montant du loyer révisé : 340,76 €

APPROBATION CONVENTION REPARTITION CHARGES EAU, ASSAINISSEMENT, ELECTRICITE ET TEOM AU POLE SANTE
--

Monsieur le Maire expose ce qui suit à l'assemblée :

Suivant acte sous seing privé en date du 21 février 2013, la Commune de SOUPROSSE a donné à bail à Monsieur HAUWELLE Marc un local à usage professionnel sis au n°50 Avenue Hagenthal le Bas.

Suivant acte sous seing privé en date du 04 Novembre 2013, la Commune de SOUPROSSE a donné à bail à Madame BRUNELLE Béatrice un local à usage professionnel sis au n°50 Avenue Hagenthal le Bas.

Suivant acte sous seing privé en date du 12 Août 2016, la Commune de SOUPROSSE a donné à bail à Monsieur PASCARD Fabien un local à usage professionnel sis au n°50 Avenue Hagenthal le Bas.

Suivant acte sous seing privé en date du 29 Août 2016, la Commune de SOUPROSSE a donné à bail à Madame LAFAURIS Elodie un local à usage professionnel sis au n°50 Avenue Hagenthal le Bas.

Suivant acte sous seing privé en date du 23 Septembre 2016, la Commune de SOUPROSSE a donné à bail à Madame POLART Manon un local à usage professionnel sis au n°50 Avenue Hagenthal le Bas.

1) Charges électricité

L'ensemble des locaux loués aux termes des cinq baux sus-énoncés est équipé d'un seul compteur électrique dont la consommation est facturée à la Commune de SOUPROSSE.

Le total des factures pour l'année 2016 s'élève à la somme de 792.50 €.

Compte tenu des surfaces des locaux occupés par chacun des praticiens, de leur date d'installation dans les lieux et de leur consommation de courant électrique, Monsieur le Maire propose de refacturer cette somme entre les cinq locaux objets des baux ci-dessus énoncés selon la répartition suivante :

- **Monsieur HAUWELLE : la somme de 319,32 €** comprenant partie abonnement (1/5) et partie consommation,
- **Madame BRUNELLE : la somme de 172,43 €** comprenant partie abonnement (1/5) et partie consommation,
- **Monsieur PASCARD : la somme de 43,87 €** comprenant partie abonnement (1/5) et partie consommation,
- **Madame LAFAURIS : la somme de 128,44 €** comprenant partie abonnement (1/5) et partie consommation,
- **Madame POLART : la somme de 128,44 €** comprenant partie abonnement (1/5) et partie consommation,

Monsieur le Maire précise que les charges eau, assainissement et TEOM seront réparties entre six locaux professionnels, compte tenu de la régularisation à faire à la SCM KINE SOUPROSSE.

Suivant acte sous seing privé en date du 10 Novembre 2012, la Commune de SOUPROSSE a donné à bail à la SCM KINE MUGRON un local à usage professionnel sis au n°50 AVENUE Hagenthal le Bas.

Ce bail a fait l'objet d'un transfert :

- au profit de Mme Véronique DEPREZ avec effet au 1^{er} février 2013,
- au profit de SCM KINE SOUPROSSE avec effet au 13 Novembre 2014.

La SCM KINE SOUPROSSE a donné congé au bail à usage professionnel sus énoncé avec effet au 1^{er} juillet 2016.

2) Eau

L'ensemble des locaux loués aux termes des six baux sus-énoncés est équipé d'un seul compteur d'eau dont la consommation est facturée à la Commune de SOUPROSSE.

Le total des factures pour l'année 2016 s'élève à la somme de 63,30 €.

Compte tenu des surfaces des locaux occupés par chacun des praticiens, de leur date d'installation dans les lieux et de leur consommation d'eau, Monsieur le Maire propose de refacturer cette somme entre les six locaux objets des baux ci-dessus énoncés selon la répartition suivante :

- **Monsieur HAUWELLE : la somme de 11,45 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,
- **Madame BRUNELLE : la somme de 8,76 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,
- **SCM KINE SOUPROSSE : la somme de 15,48 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,
- **Monsieur PASCARD : la somme de 10,77 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,
- **Madame LAFAURIS : la somme de 10,77 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,
- **Madame POLART : la somme de 6,07 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,

3) Assainissement

L'ensemble des locaux loués aux termes des six baux sus-énoncés est équipé d'un seul compteur assainissement dont la consommation est facturée à la Commune de SOUPROSSE.

Le total des factures pour l'année 2016 s'élève à la somme de 107,90 €.

Compte tenu des surfaces des locaux occupés par chacun des praticiens, de leur date d'installation dans les lieux et de leur consommation, Monsieur le Maire propose de refacturer cette somme entre les six locaux objets des baux ci-dessus énoncés selon la répartition suivante :

- **Monsieur HAUWELLE : la somme de 19,82 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,
- **Madame BRUNELLE : la somme de 14,31 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,
- **SCM KINE SOUPROSSE : la somme de 28,09 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,
- **Monsieur PASCARD : la somme de 18,44 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,
- **Madame LAFAURIS : la somme de 18,44 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,
- **Madame POLART : la somme de 8,80 €** comprenant partie abonnement (1/6) et partie consommation,

4) TEOM

De plus la Taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour l'année 2016, d'un montant total de 169,17 € sera répartie entre chaque local professionnel comme suit :

Base totale : 1381

Taux : 12,25 %

Montant total TEOM : 169,17 €

Cabinet médical Dr HAUWELLE :

Base (394)

$394 \times 12,25 \% = 48,27 \text{ €}$

Cabinet médical Mme BRUNELLE :

Base (394)

$394 \times 12,25 \% = 48,27 \text{ €}$

Cabinet médical SCM KINE SOUPROSSE :

Base (593)

$593 \times 12,25 \% / 2 = 36,32 \text{ €}$

Cabinet médical PASCARD :

Base (593)

$593 \times 12,25 \% / 6 = 12,11 \text{ €}$

Cabinet médical LAFURIS :

Base (593)

$593 \times 12,25 \% / 6 = 12,11 \text{ €}$

Cabinet médical POLART :

Base (593)

$593 \times 12,25 \% / 6 = 12,11 \text{ €}$

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention portant répartition des charges d'électricité, eau, assainissement et TEOM entre les six locaux à usage professionnel.

FACTURATION CHARGES D'ELECTRICITE, EAU ET ASSAINISSEMENT APPARTEMENTS AU-DESSUS DU POLE SANTE – ANNEE 2016

Monsieur le Maire expose ce qui suit à l'assemblée :

Suivant contrat de bail en date du 17 avril 2013, la Commune de SOUPROSSE a donné à bail à Monsieur HAUWELLE un local à usage d'habitation sis au n°50 Avenue Hagenthal le Bas- 1^{er} Etage – Apt T3 Nord.

Suivant contrat de bail en date du 17 avril 2013, la Commune de SOUPROSSE a donné à bail à Madame MORESMAU Anne-Marie un local à usage d'habitation sis au n°50 Avenue Hagenthal le Bas- 1^{er} Etage – Apt T3 Sud.

1) Electricité

Chaque local loué aux termes des baux sus-énoncés est équipé d'un compteur électrique indépendant dont la consommation est facturée à la Commune de SOUPROSSE.

Le total des factures (abonnement et consommation) pour l'année 2016 s'élève aux sommes suivantes :

- **1 150,83 € pour l'appartement occupé par M. et MmeHAUWELLE**
- **589,53 € pour l'appartement occupé par Mme MORESMAU**

2) Eau

Chaque local loué aux termes des baux sus-énoncés est équipé d'un sous-compteur d'eau dont la consommation est facturée à la Commune de SOUPROSSE.

Le total des factures (abonnement et consommation) pour l'année 2016 s'élève aux sommes suivantes :

- **103,99 € pour l'appartement occupé par M. et Mme HAUWELLE**
- **29,74 € pour l'appartement occupé par Mme MORESMAU**

3) Assainissement et taxes Agence de l'Eau Adour Garonne

La consommation assainissement sera facturée à chaque locataire sur la base de la consommation d'eau étant précisé que la facturation globale est adressé à la Commune de SOUPROSSE.

Le total des factures (abonnement et consommation) pour l'année 2016 s'élève aux sommes suivantes :

- **209,36 € pour l'appartement occupé par M. et Mme HAUWELLE**
- **57,29 € pour l'appartement occupé par Mme MORESMAU**

Monsieur le Maire propose de refacturer les charges ci-dessus aux locataires sus-énoncés.

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire.

AUTORISE Monsieur le Maire à émettre les titres correspondants aux charges d'électricité dues par les locataires concernés, pour l'année 2016, à savoir :

- 1 150,83 € pour M. et Mme HAUWELLE
- 589,53 € pour Mme MORESMAU

AUTORISE Monsieur le Maire à émettre les titres correspondants aux charges d'eau et assainissement dues par les locataires concernés, pour l'année 2016, à savoir :

- 313,35 € pour M. et Mme HAUWELLE
- 87,03 € pour Mme MORESMAU

RENOUVELLEMENT LOCATION A TITRE PRECAIRE ET TEMPORAIRE LOCAL A USAGE PROFESSIONNEL AU POLE SANTE

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 19 septembre 2016 décidant d'attribuer la location du local communal à usage de cabinet médical situé au n° 50 avenue Hagenthal le Bas -40250 SOUPROSSE- à Madame Manon POLART pour y installer son cabinet de pédicure podologue, à compter du 1^{er} octobre 2016,

Considérant que cette location a été consentie pour une durée de six mois et arrive à expiration le 31 mars 2017,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

DECIDE de renouveler la location d'une partie du local du Pôle santé sis n° 50 avenue Hagenthal le Bas – 40250 SOUPROSSE à Mme POLART Manon pour y installer son cabinet de pédicurie-podologie.

PRECISE qu'il s'agit d'un contrat d'occupation du domaine public à titre précaire établi pour une durée de 9 mois, à compter du 1^{er} avril 2017, pour se terminer le 31/12/2017.

Le montant du loyer mensuel s'élèvera à la somme de 250 € pour une durée de 9 mois

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention précaire d'occupation du domaine public avec Mme POLART Manon.

PRECISE que ce contrat sera révisé à l'issue de la période de 9 mois.

APPROBATION CONVENTION OCCUPATION DOMAINE PUBLIC A TITRE PRECAIRE ET TEMPORAIRE POUR L'INSTALLATION D'UN CAMION PIZZA
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée de la demande de M. DIMECK Emmanuel, qui souhaite un emplacement hebdomadaire sur notre commune n° 50 Rue des Ecoles pour y exercer son activité de vente ambulante de pizzas.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après délibération

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'occupation du domaine public avec M. DIMECK Emmanuel.

PRECISE qu'il s'agit d'un contrat d'occupation du domaine public à titre précaire et temporaire établi pour une durée de un an, à compter du jeudi 23/02/2017, renouvelable pour une durée de un an par tacite reconduction.

PRECISE que ce droit d'occupation du domaine public est consenti à titre gratuit pour une durée de 6 mois conformément à la délibération du 16 février 2015 relative à la tarification des droits de voirie sur le domaine public communal.

A l'issue de cette période, une participation d'un montant de 12 € par mois sera demandée à M. DIMECK.

CONVENTION CADRE RELATIVE A LA DESIGNATION D'UN TUTEUR POUR ACCOMPAGNER LA FORMATION D'ETUDIANTS EN PARTENARIAT AVEC LE CDG40
--

Monsieur le Maire expose ce qui suit à l'assemblée :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes est partenaire de plusieurs formations dans la région Nouvelle Aquitaine telles que :

- la licence professionnelle « métiers de l'administration territoriale » en partenariat avec l'université de Bordeaux

- le diplôme universitaire « Carrières territoriales en milieu rural » en partenariat avec l'Université de Bordeaux
- le diplôme universitaire « Métiers de l'administration générale territoriale » en partenariat avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et du Centre de Gestion des Pyrénées Atlantiques
- le diplôme universitaire « Métiers des Techniciens territoriaux » en partenariat avec l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et du Centre de Gestion des Pyrénées Atlantiques

Ces formations nécessitent le suivi de stages pratiques par les étudiants.

Le Centre de Gestion souhaite faciliter l'intégration des stagiaires dans la vie professionnelle territoriale en contribuant à assurer la qualité des stages qu'ils suivent « en alternance » au cours de leur formation universitaire. Pour ce faire, le CDG 40 souhaite constituer un réseau de « tuteurs » auprès des collectivités territoriales. Notre commune a été sollicitée par intégrer ce réseau.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée le projet de convention cadre déterminant les objectifs du tutorat, les missions et la formation du tuteur. Cette convention est valable pour les années 2017, 2018 et 2019.

Le conseil municipal après en avoir délibéré,

APPROUVE la proposition de Monsieur le Maire.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention cadre de tutorat pour l'accompagnement d'étudiants en partenariat avec le CDG 40.

CONVENTION DE SERVITUDE ENEDIS/COMMUNE DE SOUPROSSE LIEU-DIT COMPEYRON

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'une convention de servitude a été signée le 14 avril 2014 entre ENEDIS anciennement dénommée ERDF et la Commune de SOUPROSSE pour le passage d'une ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée section V 230 lieu-dit Compeyron appartenant à la Commune de SOUPROSSE (affaire n° D326-140324 BT Sout-EGA / IRISOLARIS - Mairie de Souprosse).

La commune de SOUPROSSE a été saisie par l'étude notariale de Maître Xavier POITEVIN - 78 Route d'Espagne – 31023 TOULOUSE Cedex chargée de procéder à la publication de ladite convention de servitude. Afin de régulariser la situation, une délibération spéciale autorisant Monsieur le Maire à signer la convention de servitude doit être prise par le conseil municipal,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE à l'unanimité

- d'autoriser Monsieur le Maire à intervenir à la signature de la convention de servitude entre ENEDIS et la Commune de SOUPROSSE.
-

CESSION TERRAIN DE MME BRETHES EP.BOUNINE ELIANE A LA COMMUNE DE SOUPROSSE

Monsieur le Maire informe l'assemblée que Mme BOUNINE Eliane propose de céder à la commune de SOUPROSSE la parcelle cadastrée Section U n° 105 lui appartenant, d'une contenance totale de 13a 75ca, en contrepartie d'une autorisation d'accès sous forme d'un passage piéton à l'arrière des ateliers municipaux, depuis sa propriété située n° 21 Avenue du 19 mars 1962.

Ce droit de passage ne constitue pas une servitude et est attaché à M. et Mme BOUNINE et s'éteindra à leur décès ou à la vente de leur propriété.

Il précise que les frais de notaire seront à la charge de la commune.

De plus, considérant que la parcelle cédée est située à proximité du jardin associatif géré par l'association « L'Arbre à Pain » d'aide à l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, dont le siège se situe à TARTAS, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de mettre ce terrain à disposition de ladite association, et ce à titre gracieux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Décide à l'unanimité :

- **d'approuver** la demande de Mme BOUNINE Eliane et la proposition de Monsieur le Maire,
- **d'autoriser** Monsieur le Maire ou Mme LAPEYRE Colette en cas d'empêchement de Monsieur le Maire à signer l'acte d'échange à intervenir entre Mme BOUNINE et la Commune, par devant Maître PEYRESBLANQUES Notaire à TARTAS,
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention de prêt à usage gratuit entre la Commune de Souprosse et l'association « L'Arbre à Pain ».

REMBOURSEMENT FRAIS D'EXECUTION D'UN MANDAT SPECIAL

Monsieur le Maire rappelle que le remboursement des frais dont les élus locaux s'acquittent dans l'exercice de leur mandat ou de leurs fonctions dépend d'une part, de la nature des dépenses (frais de mission, frais de déplacement...) et d'autre part, des conditions dans lesquelles ces dépenses ont été engagées.

L'article R2123-22-2 du CGCT stipule que les membres Conseil Municipal peuvent prétendre, sur présentation des pièces justificatives, à la prise en charge des frais de transport et de séjour qu'ils engagent à l'occasion de leurs déplacements hors du territoire de la commune pour prendre part aux réunions des organismes dont ils font partie.

Monsieur le Maire précise qu'en tant que responsable du réseau communal d'irrigation, Monsieur DUPOUY Philippe a participé à l'assemblée générale de l'ADHA 24 (Association Départementale d'Hydraulique Agricole) à COULOUNIEIX-CHAMIERES (24) le 27 janvier 2017.

Sur proposition de Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la mission spécifique exercée par Monsieur DUPOUY Philippe,

DECIDE de rembourser les frais relatifs à cette mission sur présentation des pièces justificatives (frais de péage, restauration, carburant).

ADOPTION D'UN AGENDA ACCESSIBILITE PROGRAMMEE (AD'AP)

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la Loi n°2005-102 du 11 Février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu l'Ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées ;

Vu le Décret n°2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP) et des installations ouvertes au public (IOP) ;

Vu le Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ;

Vu l'Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

Vu l'Arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues dans le code de la construction et de l'habitation ;

Considérant que Monsieur le Maire expose, qu'avant le 27 septembre 2015, les gestionnaires des ERP et des IOP ont désormais l'obligation, pour mettre leurs établissements en conformité avec les obligations d'accessibilité, de s'engager par la signature d'un Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Considérant que cet outil de stratégie patrimoniale pour la mise en accessibilité adossée à une programmation budgétaire permet à tout exploitant d'ERP/IOP de poursuivre ou de réaliser l'accessibilité de son ou ses établissements après le 1er janvier 2015, en toute sécurité juridique.

Considérant que l'Ad'AP correspond à un engagement de procéder aux travaux dans un délai déterminé et illimité.

Considérant que le diagnostic de l'accessibilité des ERP et IOP de la commune de SOUPROSSE réalisé le 18/08/2016 a montré que quatre ERP et IOP n'étaient pas conformes au 31/12/2014 à la réglementation en vigueur en 2014.

Considérant que les travaux de mise en conformité de ces ERP/IOP avec la nouvelle réglementation en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2015 ne pouvant être réalisés, un Ad'AP doit être déposé pour étaler les travaux en toute sécurité juridique.

Considérant que la commune de SOUPROSSE a adhéré à l'opération départementale mise en place par l'Association des Maires des Landes et le Centre de gestion de la fonction publique

territoriale des Landes et en partenariat avec la Préfecture des Landes et ses services pour la réalisation des Agendas d'accessibilité programmée dans le cadre d'un groupement de commandes réunissant 105 collectivités territoriales et établissements publics.

Considérant qu'à la suite de l'adhésion à ce groupement de commandes conforme au code des marchés publics, un appel à concurrence a été publié et un prestataire a été désigné à l'issue de cette consultation.

Considérant que la société SOD.I.A. ARCALIA a réalisé les Ad'AP pour le compte de la commune de SOUPROSSE.

Considérant qu'il a été convenu que la commune de SOUPROSSE a élaboré ses Ad'AP sur un an pour quatre ERP /IOP communaux, comportant notamment le phasage et le coût annuel des actions projetées soit 13 800 €.

- 1) Salle des fêtes + Hall des Sports
- 2) Eglise de Goudosse
- 3) Cimetière de Saint Etienne
- 4) Arènes

Considérant que l'Ad'AP est constitué d'un formulaire CERFA et de pièces complémentaires obligatoires.

Considérant que cet Ad'AP sera prochainement déposé en préfecture.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'Agenda d'Accessibilité Programmée tel que présenté pour mettre en conformité les ERP et IOP de la commune ;

AUTORISE le Maire à signer et déposer la demande d'Ad'AP auprès de monsieur le préfet et à prendre toute décision, à signer tout acte ou document tendant à rendre effective cette décision.

CREATION PLACE « JEAN-CLAUDE DESPOUYS »
--

Considérant la demande en date du 28 janvier 2017 de Monsieur MADRAY Denis, Président du Comité des Fêtes de Goudosse, sollicitant notre conseil municipal afin de rebaptiser la Place du quartier de Goudosse dite « Place des 15 Vergnes » en « Place Jean-Claude DESPOUYS ». En effet, le Comité des Fêtes de Goudosse, souhaite rendre hommage à Jean-Claude DESPOUYS et à son investissement personnel pendant de très nombreuses années lors des fêtes du quartier Goudosse, en accord avec la famille de Jean-Claude.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Après délibération, le Conseil Municipal

APPROUVE la démarche du Comité des Fêtes de Goudosse.

DECIDE de renommer la « Place des 15 Vergnes » en « Place Jean-Claude DESPOUYS » en hommage à Jean-Claude qui s'est investi pendant de très nombreuses années lors des fêtes du quartier Goudosse.

COURT DE TENNIS « NADETTE LAMBERT »

Vu la demande en date du 4 février 2017 de Monsieur Vincent RASOAMAHARO, Vice-Président du Tennis Club Souprossais, sollicitant notre conseil municipal afin de baptiser le court de tennis n°1 « Nadette LAMBERT ».

Considérant le souhait du Tennis Club Souprossais de rendre hommage à Bernadette LAMBERT aujourd'hui disparue, et à son investissement personnel pendant de très nombreuses années au sein du Club de tennis, en accord avec la famille de Bernadette.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Après délibération, le Conseil Municipal

APPROUVE la démarche du Tennis Club Souprossais.

DECIDE de baptiser le court de tennis n° 1 « Nadette LAMBERT » en hommage à Bernadette LAMBERT.

CHOIX DU PRESTATAIRE POUR L'ENTRETIEN DES ACCOTEMENTS

Monsieur le Maire expose à l'assemblée le rapport de la commission travaux chargée d'étudier le remplacement du tracteur et de l'épareuse dédiés à l'entretien de la voirie sur les communes de Souprosse et Meilhan.

Au vu du rapport de la commission travaux, Monsieur le Maire propose de mettre en vente le matériel (tracteur et épareuse) destiné à l'entretien de la voirie communale.

Par ailleurs la Commune a lancé une consultation auprès de plusieurs entreprises pour l'entretien des accotements sur la voirie communale de Souprosse.

Monsieur le Maire présente les offres reçues comme suit :

Entreprises	Montant de la prestation HT
COMMET Fabien - TARTAS	50 € l'heure
LASSEGUE Baptiste - HERM	45 € l'heure
ILHARDOY Alexandre - MEILHAN	47 € l'heure exo TVA

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité,

DECIDE de retenir l'offre de Monsieur ILHARDOY Alexandre pour l'entretien des accotements de la voirie communale.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention d'entretien des accotements de la voirie communale entre la Commune de Souprosse et Monsieur ILHARDOY pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} mai 2017.

Orientations budgétaires :

Le Conseil municipal a débattu sur les différents programmes à inscrire en section d'investissement sur le budget primitif 2017.

Informations diverses :

Demande de subvention :

L'Association MAMnège enchanté a sollicité une subvention communale pour l'année 2017, cette demande n'a pas été acceptée par le Conseil Municipal.

Collectif des habitants Route de Meilhan :

Les habitants situés en agglomération le long de la Route de Meilhan demandent l'extension de l'éclairage public couplé avec un aménagement piétonnier jusqu'au panneau d'agglomération. Le Conseil municipal approuve cette requête et sollicite le SYDEC pour une étude d'extension EP ainsi que les services techniques de la CCPT pour la mise en sécurité de la voirie, et ce jusqu'au panneau d'agglomération.

Concept « Cabine à lire » :

Mme Laurence ROQUES évoque le concept de la « Cabine à lire » qui consiste en la transformation de cabines téléphoniques en bibliothèques de proximité, offrant ainsi la possibilité d'échanger des livres que l'on ne lit plus et qui peuvent être susceptibles de plaire à d'autres.

Une demande a été faite auprès de la société Orange pour la transformation de la cabine téléphonique du bourg située devant l'habitation de M. et Mme PLENT.

Matériel entretien voirie communale :

Monsieur le Maire informe l'assemblée de la proposition de reprise du matériel destiné à l'entretien de la voirie (tracteur et épareuse) par Monsieur Alexandre ILHARDOY pour un montant total de 32 000 €

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance.

Fait et délibéré les jours, mois et an que-dessus.